

**Arrêté portant désignation des représentants du collège des représentants du personnel au sein de la Formation  
Spécialisée en matière de Santé, de Sécurité et de Conditions de Travail (FSSSCT)  
Modification de composition**

**Le Président du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale d'Eure et Loir**

Vu le Code Général de la Fonction Publique,  
Vu le décret n°85-643 du 26 juin 1985 relatif aux Centres de Gestion institués par la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relative à la fonction publique territoriale,  
Vu le décret n° 2021-571 du 10 mai 2021 relatif aux Comités Sociaux Territoriaux des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,  
Vu l'arrêté du 9 mars 2022 fixant la date des élections au 8 décembre 2022,

Vu la délibération du 5 novembre 2020 procédant à l'élection du Président du Centre de Gestion,  
Vu la consultation régulière des organisations syndicales depuis janvier 2022,  
Vu la délibération n° 2022-D-23 du 20 mai 2022 du conseil d'administration arrêtant le nombre de représentants du collège « des représentants du personnel » siégeant en Comité Social Territorial à 8 après le renouvellement général du 8 décembre 2022.  
Vu la délibération n°2022-D-41 du 16 septembre 2022 du conseil d'administration arrêtant le nombre représentant du collège « des représentants du personnel » siégeant en spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail à 8.

Vu le procès-verbal des élections professionnelles du CST du 8 décembre 2022, répartissant les sièges de la formation spécialisée entre les organisations syndicales au vu des résultats aux élections des représentants du personnel au CST,  
Vu les lettres adressées à chaque organisation syndicale siégeant au CST en date du 9 décembre 2022 leur demandant de désigner leurs titulaires et leurs suppléants au sein de la formation spécialisée en application des dispositions prévues à l'article 20 du décret n°2021-571 du 10 mai 2021,  
Considérant qu'il appartient aux organisations syndicales siégeant au CST de désigner les représentants du personnel appelés à siéger au sein de la formation spécialisée du Comité Social Territorial,  
Considérant que les organisations syndicales siégeant au CST ont un mois à compter de la proclamation des résultats pour communiquer les noms de leurs représentants, soit jusqu'au 7 janvier 2023,  
Considérant qu'à défaut de désignations dans le délai d'un mois, les sièges laissés vacants sont attribués par voie de tirage au sort organisé dans les conditions prévues à l'article 50 du décret n°2021-571 du 10 mai 2021,  
Considérant que la Mairie de Nogent le Roi dépasse le seuil de 50 agents,  
Considérant que Madame BACA Sandrine et Monsieur Eric LANG, titulaires, employés par la Mairie de Nogent le Roi, ne remplissent plus les conditions pour être éligible au sein de la FSSSCT,  
Vu le courriel de désignation des représentants du personnel adressé par l'organisation syndicale « CFDT » le 24 mars 2025, Monsieur Hervé FAUCHEUR est désigné titulaire et Monsieur Hervé PETIT, suppléant est désigné titulaire, Madame Sandrine LAVERGE désignée suppléante.

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1** : Les représentants du personnel siégeant à la formation spécialisée du Comité Social Territorial Intercollectivités sont désignés comme suit :

TITULAIRES		Envoyé en préfecture le 17/04/2025 Reçu en préfecture le 17/04/2025 Publié le ID : 028-282800374-20250415-2025_PG_39-AR
CONFÉDÉRATION FRANCAISE DÉMOCRATIQUE DU TRAVAIL - CFDT INTERCO EURE ET LOIR		
<b>Hervé FAUCHEUR</b> Mairie de Toury	<b>Sandrine LAVERGE</b> SIVOM de Favières - Thimert Gatteltes	
<b>Sophie CHARPENTIER</b> Mairies de Pré Saint Evroult, Bouville et SIRP de Bouville – Saumeray – Vitray en Beauce	<b>Noël DOUBLET</b> Mairie d’Alluyes	
<b>Virginie BRION-PALISSE</b> Mairie de Thivars	<b>Isabelle ROYER</b> Mairie de Saint Georges sur Eure	
<b>Rachid LACHGUER</b> Mairie de Saulnières	<b>Karine LESAGE</b> Mairie d’Arcisses	
<b>Hervé PETIT</b> Mairie de Garancières en Beauce	<b>Kristine DALLARD</b> SIRP du Mesnil Simon	
FORCE OUVRIERE - FO		
<b>Florence ANDRIEU</b> Mairie de Pierres	<b>Stéphane SERVUIN</b> Mairie de Bailleau l’Evêque	
<b>Céline MAZEAU</b> Mairie de Brou	<b>Valérie TONNELIER</b> Mairie de Saint Martin de Nigelles	
<b>Céline CHENAULT</b> Mairie de Brou	<b>Ludovic BURON</b> Mairie de Brou	

Tout représentant titulaire du personnel au sein de la formation spécialisée qui se trouve empêché de prendre part à une séance peut se faire remplacer par un représentant du personnel suppléant appartenant à la même organisation syndicale.

**ARTICLE 2 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif d'ORLEANS dans un délai de deux mois à compter de sa publicité. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**ARTICLE 3 :** La Directrice Générale des Services du Centre de Gestion sera chargée de l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation sera transmise à Monsieur le préfet et affichée dans les locaux du Centre de Gestion.

A LUISANT le 15.04.2025  
Le Président,

Bertrand MASSOT



La directrice Générale adjointe,

*Oriana Choquis*

Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte

Affiché le : 18/04/25

Transmis à Monsieur le Préfet le : 17/04/25

Notifié à chaque personne nommément désignée :